



Conférence d'examen sur la dimension humaine de l'OSCE du 23 septembre au 4 octobre 2013

Session d'ouverture

Varsovie, 23 septembre 2013

Déclaration de la délégation suisse

Mesdames, Messieurs,

La Suisse remercie chaleureusement le BIDDH et la présidence ukrainienne pour l'organisation de ce Human Dimension Implementation Meeting. La Suisse souhaite également exprimer sa gratitude aux autorités polonaises pour leur hospitalité.

Je me réjouis vivement d'être ici aujourd'hui. En effet, si des critiques des événements de la dimension humaine et des suggestions d'amélioration sont discutées à Vienne depuis plusieurs années, et ceci à juste titre, cet événement reste le seul dans l'espace OSCE qui permette aux Etats participants de faire le point sur la mise en œuvre des engagements auxquels ils ont souscrits ces 40 dernières années. Cet état des lieux se construit non seulement à travers un échange de vues entre les 57 Etats participants, mais également à travers un dialogue ouvert et franc avec les nombreux membres de la société civile présents.

A Astana, nous avons tous « *apprécié le rôle important que joue la société civile et les médias libres pour nous assurer du respect intégral des droits de l'homme, des libertés fondamentales, de la démocratie (...)* ». De plus, tous se souviennent du rôle primordial qu'a joué l'Acte d'Helsinki dans le développement de la voix de la société civile. Le Human Dimension Implementation Meeting illustre parfaitement ces engagements et c'est dans cet esprit d'échange constructif que nous voulons approcher ces deux semaines de réunion.

Convaincue que la liberté d'expression, de réunion et d'association constituent le fondement de toute société démocratique, la Suisse appelle les Etats à les garantir pleinement et à lever toute entrave à *l'action* légitime de la société civile.

Mesdames, Messieurs,

A l'heure de passer en revue la mise en œuvre des engagements que nous avons adoptés ces 40 dernières années dans la dimension humaine, aucun représentant des 57 Etats participants autour de cette table ne peut se targuer d'un sans-faute. Nous avons tous des progrès à faire dans l'un ou l'autre des nombreux domaines couverts par l'OSCE. Nous, les Etats participants, sommes liés par les engagements que nous avons pris et sommes conscient de devoir faire davantage afin de garantir pleinement leur mise en œuvre. Utilisons l'opportunité qui nous est offerte ces 10 prochains jours pour œuvrer au respect et à la promotion de nos engagements, afin de tenir les promesses faites à nos citoyens.

Finalement, la Suisse souhaite féliciter le BIDDH, la Représentante pour la liberté des médias, le Haut-commissariat pour les minorités nationales, ainsi que les missions sur le terrain pour leur engagement continu

qui contribue activement à promouvoir le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales, de la démocratie et de l'Etat de droit dans l'espace OSCE. Nos progrès dans la dimension humaine ne se comptent pas en nombre de nouveaux engagements adoptés au niveau politique. Ils sont mesurés à l'aune du travail précieux et indispensable fournis par ces institutions dans toutes les régions de l'OSCE. La Suisse bénéficie régulièrement de l'expertise de ces institutions et elle encourage les Etats participants à en faire de même, ainsi qu'à les soutenir pleinement dans leur travail.

Nous allons continuer à soutenir activement les institutions pendant notre présidence. En effet, nous sommes actuellement en plein préparatifs et nous nous en réjouissons beaucoup. Je peux d'ores et déjà vous annoncer que nous présenterons les priorités de notre présidence dans le cadre d'un side event mercredi prochain, le 2 octobre à 18h00. Je vous invite cordialement à y participer ainsi qu'à la réception qui suivra.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite, à toutes et tous, une réunion constructive.